

LE SYNDICAT DU LIVRE CGT

Le Syndicat général du Livre parisien-CGT a une histoire peu commune et guère facile à retracer. Elle est compliquée dans les conditions de sa naissance ; compliquée dans sa spécificité ; compliquée dans son rôle au sein du Comité intersyndical du Livre parisien dont il est le créateur ; compliquée dans ses relations avec la Fédération française des Travailleurs du Livre et avec les autres syndicats parisiens ; compliquée, enfin et parce qu'il faut quand même simplifier, dans son évolution récente.

Son origine remonte à la première scission entre la CGT de tendance réformiste et la CGTU, créée par les militants du courant révolutionnaire en 1921, d'où naquit la Fédération unitaire du Livre dont les parisiens prirent la direction du fait de leur prépondérance numérique.

Après la fusion de la Fédération unitaire du Livre avec celle du Papier-Carton, en 1925, le SGLP (P pour papier) devint, trois ans plus tard, une entité regroupant, avec les papetiers, la plupart des syndicats de métiers du Livre parisien qui devinrent ses sections, à l'exception des typos unitaires qui refusèrent de se fondre dans un unique syndicat d'industries. Sans céder au déterminisme qui fausse la relation historique, force est de remarquer une certaine persistance à la fois dans le comportement politique du SGLP, où la tendance révolutionnaire est demeurée forte durant toute son histoire, et dans les tensions qui l'ont jalonnée.

Car, syndicat partiel d'industrie, le SGL n'avait pas pour autant abandonné tous ses liens, que l'on pourrait qualifier de génétiques, avec le corporatisme, facteur d'unité ou de division, selon les circonstances.

En résumé, il n'échappa pas aux luttes de tendances, tant en son sein, où le corporatisme de métiers l'emporta parfois sur l'intérêt collectif, qu'à celui du Comité inter où ses rapports avec la Chambre syndicale typographique furent souvent chaotiques.

Ces constantes se sont révélées avec plus d'acuité dans les grandes périodes de son histoire que nous ne saurions évoquer toutes, mais qui le sont, pour la plupart, dans l'ouvrage que je vous présente.

L'engagement du SGLP dans la lutte antifasciste des années 30 incita la CSTP, les correcteurs, les mécaniciens-linos et les fondeurs demeurés affiliés à la FFTL à accepter la création d'un Comité intersyndical avec les unitaires, alors qu'ils refusaient jusque-là toute idée de rapprochement.

Mais les dirigeants typos ne souhaitaient plus voir le SGLP développer seul son activité mobilisatrice. Cet organisme de coordination prit naissance au mois de novembre 1934 avant la réunification de la CGT qui se réalisa au mois de septembre de l'année suivante. En 1936, les papetiers, ayant enregistré une augmentation considérable de leurs adhérents à la CGT, reformèrent leur propre fédération. Le Syndicat général du Livre et du Papier devint le Syndicat général du Livre (SGL) et à cette époque parut le premier numéro du *Livre parisien* toujours publié aujourd'hui. Dans la Fédération du Livre réunifiée, le SGL conserva sa structure, ce qui ne fut pas sans poser de problèmes car les deux tendances réformiste et révolutionnaire durent apprendre à y cohabiter.

Pendant la guerre, Auguste Largentier pour la CSTP, René Basignan pour les rotativistes et les autres sections du SGL ainsi que Roger Périgeat pour les correcteurs représentèrent les travailleurs du Livre parisien auprès des occupants nazis. Ils se compromirent avec Jean Luchaire, dirigeant collaborateur du Groupement corporatif de la presse quotidienne parisienne.

À la Libération, cette compromission avec l'un des pires valets des autorités allemandes leur valut d'être condamnés par la Commission de reconstitution des organisations syndicales à ne plus pouvoir exercer de responsabilités dans un syndicat ouvrier. Malgré cette sentence, les trois dirigeants se virent confirmés par leurs mandats respectifs typos, rotativistes et correcteurs à la tête de leurs groupements syndicaux, alors que le SGL nommait secrétaire général Armand Prudhomme, un ancien résistant de surcroît militant communiste. Ces discordances préludaient aux tensions de caractère politique et corporatiste qui allaient suivre au Comité inter et au sein même du SGL.

Elles se manifestèrent au cours des grèves de 1946 et 1947 dans la presse où les règlements de comptes ne furent pas étrangers aux surenchères revendicatives des rotos et des typos alors que, dans un climat politique social tendu au plan national et qui allait aboutir à l'éviction des ministres communistes du gouvernement, la CGT apportait son soutien à leur action et que le courant révolutionnaire du SGL lui emboîtait le pas.

Lors de la scission Force ouvrière, survenue au mois de décembre 1947, alors que la CSTP, les correcteurs, les mécaniciens-linos et les cadres parisiens réunis se déclaraient à 63 % sur plus de 6 000 votants contre le maintien de

la Fédération du Livre dans la CGT et en faveur d'un syndicat autonome, le poids du SGL fut décisif dans la confirmation de la fidélité confédérale, avec 83 % des 12 700 inscrits.

Durant les années 50-60, le SGL fut également déterminant dans la participation des travailleurs du Livre aux luttes : contre les guerres coloniales, contre l'instauration d'un pouvoir personnel en France, contre les factieux qui favorisèrent son accession avant de fomenter les criminels attentats de l'OAS et contre les méfaits pressentis du marché capitaliste commun en Europe. C'était malgré ceux qui clamaient « pas de politique dans le syndicat ! », ce qui ne les empêchait pas d'en faire plus sournoisement.

Nous arrivons à l'époque où la première vague de modernisation de l'industrie du Livre fut fatale au secteur travailleur qui, sous la responsabilité principale du groupe Hachette, vit se fermer des centaines d'imprimeries et enregistra la perte de plus de 15 000 emplois rien que dans la région parisienne. Dans la presse, elle se généralisa au cours des années 70 et commença par une tentative de coup de force au *Parisien libéré* dont le patron, Emilien Amaury, voulait en profiter pour mettre en cause le statut des ouvriers des journaux de diffusion nationale.

Engagée le 8 mai 1975, la grève durera vingt-neuf mois avec le soutien de tous les travailleurs du Livre et de la presse de la capitale. En cette occasion, le Comité intersyndical se montra plus soudé que jamais, grâce notamment à Pierre Loiseau, secrétaire de la CSTP, André Devriendt pour les correcteurs, Roger Bureau, secrétaire du SGL, secondé par Roger Lancry, et par tous les responsables des sections parisiennes. La victoire ouvrière aboutit à la signature d'un accord-cadre qui permit l'accomplissement sans drame social de la première phase de modernisation dans la presse et la stabilisation des relations paritaires pour une douzaine d'années.

Mais il y avait une zone d'ombre. Le secteur travailleur reprochait à celui de la presse d'avoir concentré toutes ses forces sur le conflit du *Parisien* à l'égard duquel les ouvriers du travailleur avaient apporté leur solidarité sans recevoir la même aide dans leurs propres conflits également très sévères.

Les relations se tendirent à un tel point que, lors du départ à la retraite de Roger Bureau, il fut impossible de se mettre d'accord sur une candidature unique à la tête du SGL et l'on dut mettre en place un secrétariat à deux têtes : Roger Lancry, pour la presse et Claude Foliot pour le travailleur.

Perdant sa fonction de syndicat unique presse et travailleur, le SGL devint ainsi progressivement un lieu d'affrontement entre les catégories dont le Comité intersyndical ne fut pas épargné. Cette situation s'aggrava avec la deuxième vague de modernisation numérique qui allait bouleverser les métiers graphiques.

Pour en avoir vécu activement les péripéties, vous connaissez la suite :

- le transfert des travaux de préparation vers les centres éditoriaux ;
- la fuite en avant de la CSTP vers les rédactions ;
- l'échec consécutif de la tentative des photogreveurs de constituer avec les typos des ateliers graphiques en relation directe avec les rédactions ;
- le vain espoir des rotativistes, qui conservaient leur outil de travail, de s'en tirer seuls ;
- la proposition du SGL de former un syndicat unique pour surmonter les divergences ;
- l'opposition des rotos à ce projet, au XI^e Congrès du SGL ;
- la création sans eux du SGLCE ;
- la création d'Info'com par les typos et du Syndicat des imprimeries parisiennes par les rotos ;
- l'entente de ces deux organisations pour proposer la formation de trois syndicats : l'impression à prépondérance roto ; la préparation dirigée par les typos ; les messageries qui s'y refusaient ;
- l'ambition d'Info'com de coordonner l'action de ces trois syndicats ;
- le refus du SGL, menacé de disparaître dans cette combinaison élaborée sans lui ; continuant de fonctionner en syndicat partiel d'industrie, il reçut le renfort du syndicat des employés et tissa des liens de double appartenance avec le Syndicat national des Journalistes.

La boucle se ferme et cette situation de discorde perdure encore aujourd'hui.

Bien entendu, je viens de résumer brièvement le contenu du bouquin qui renferme beaucoup plus de précisions et évoque d'autres épisodes de l'action du SGL ou de l'évolution du syndicalisme dans le Livre parisien.

Roger DÉDAME